



2021

Rapport Annuel



BIM s.a.
Groupe Attijariwafa bank

Croire en vous

Sommaire



05



Environnement Economique International

08



Environnement Economique UEMOA

09



Environnement Economique au Mali

11



Activités Commerciales

21



Gestion Globale des Risques

27



Responsabilité Sociétale et Environnementale

30



Club Afrique Développement

32



Résultats

37



**Résolutions Assemblée Générale Ordinaire
DU 28 JUIN 2022**

41



Actionnariat

44



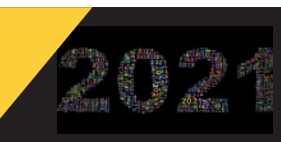
Organes d'Administration et de Gestion

47



Rapports des Commissaires aux Comptes

55



Comptes Sociaux au 31 Décembre 2021

58



Contacts

Conjoncture Economique



Environnement Économique International

La reprise de l'activité économique mondiale suite au choc lié à la pandémie de la COVID-19 s'est poursuivie au troisième trimestre 2021, mais à un rythme plus lent qu'au trimestre précédent. Le regain d'activités n'a pas été homogène. Dans les économies avancées, la croissance a été soutenue par la levée des mesures de restriction consécutive à la hausse des taux de vaccination ainsi que par la poursuite des politiques budgétaire et monétaire expansionnistes. Dans les économies émergentes et celles en développement, la propagation de nouveaux variant du coronavirus et les faibles taux de vaccination ont pesé sur l'élan de rebond de l'activité.

Selon les dernières données disponibles, la croissance économique au troisième trimestre 2021 est projetée à 4,9% aux Etats-Unis, à 3,7% dans la zone euro et à 6,5% au Royaume- Uni. Au niveau des pays émergents, la Chine a connu une croissance de 4,9% quand l'Inde a enregistré une augmentation de 12,0% de sa production. En revanche, le PIB s'est contracté de 2,0% en Afrique du Sud, suite aux conséquences des délestages électriques.

Sur les marchés internationaux des matières premières, les cours des produits énergétiques ont poursuivi leur progression, favorisée par l'effet combiné du raffermissement de la demande mondiale et des contraintes pesant sur l'offre. Quant aux cours des produits hors-énergie, ils ont enregistré une légère baisse au troisième trimestre 2021, après une augmentation un trimestre plus tôt. Soutenus par la hausse généralisée des cours des matières premières et les bonnes perspectives dans un contexte de reprise de l'activité économique, les prix à la consommation au plan mondial ont connu une accélération au troisième trimestre 2021.

Les conditions financières sont demeurées favorables au troisième trimestre 2021, en liaison avec le maintien de l'orientation accommodante des politiques monétaires des banques centrales notamment dans les pays avancés. Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié par rapport aux principales devises.

Aux Etats-Unis, le PIB a progressé au troisième trimestre 2021, à un rythme moins élevé qu'au trimestre précédent. La croissance de la production, par rapport à la même période de l'année précédente, s'est située à 4,9%, après 12,2% un trimestre plus tôt, reflétant en partie, l'impact de l'atténuation graduelle des effets positifs des transferts directs aux ménages ainsi que la recrudescence des cas de COVID 19 au cours de la période sous revue, ce qui a ralenti la reprise dans les services. Ce ralentissement s'explique également par les contraintes pesant sur la production de certains intrants notamment dans les secteurs de l'automobile et de la construction.

Dans la Zone euro, le redressement de l'activité économique s'est poursuivi au troisième trimestre 2021 à une cadence moins soutenue. Le PIB, par rapport à la même période de l'année précédente, a progressé de 3,7% au troisième trimestre contre 14,2% le trimestre précédent.

Dans les principales économies de la Zone, la production a suivi la même tendance. Cette décélération de la croissance s'explique notamment par les pénuries mondiales de produits en amont dans le secteur industriel. Toutefois, la progression de l'activité a été favorisée par les avancées notables en matière de vaccination, la prise de mesures moins restrictives lors de la résurgence des contaminations au début du troisième trimestre, ainsi que par le maintien des politiques économiques de soutien.

En Chine, la croissance a ralenti au troisième trimestre 2021, en raison de plusieurs facteurs. En effet, les mesures prises par le gouvernement pour contenir les nouveaux foyers de contamination, les déficits dans la fourniture d'électricité, les fortes inondations dans des régions importantes sur le plan économique, aggravant les difficultés d'approvisionnement préexistantes dans le secteur industriel, les répercussions des nouvelles réformes réglementaires (immobilier, éducation et nouvelles technologies) ont pesé sur l'activité. Ainsi, le taux d'accroissement du PIB s'est établi à 4,9% au troisième trimestre, après 7,9% un trimestre plus tôt et 18,3% au premier trimestre. La hausse des prix à la consommation en Chine a poursuivi sa décélération pour s'établir à 0,7% en septembre 2021, après 1,1% en juin 2021, à la faveur de la baisse des prix des produits alimentaires.

En Inde, le dynamisme de l'activité demeurerait soutenu au troisième trimestre 2021, en lien avec la levée des restrictions consécutive à la baisse du nombre de cas de contamination au variant delta. La croissance du PIB a toutefois décéléré pour ressortir à 12,0%, après 20,1% le trimestre précédent.

En Afrique du Sud, la forte dynamique de croissance entamée au deuxième trimestre 2021 a été freinée en grande partie par de sévères délestages électriques et le climat d'incertitude lié au risque de résurgence de la pandémie.

Au Nigeria, principal partenaire commercial des Etats membres de l'UEMOA dans la sous-région, la progression du PIB se poursuivrait au troisième trimestre 2021 pour s'élever à 4,0%, après 5,0% trois mois plus tôt, en liaison notamment avec la bonne tenue des services et du secteur manufacturier, ainsi que la poursuite du redressement des cours du pétrole. L'activité économique mondiale est en phase de reprise, après la contraction enregistrée en 2020 du fait de l'impact de la pandémie de la Covid-19. Selon les dernières projections du FMI, publiées en octobre 2021, la croissance économique mondiale devrait ressortir à 5,9% en 2021 et 4,9% en 2022 contre -3,1% en 2020. Toutefois, les pressions inflationnistes, enregistrées depuis le début de l'année 2021 et jugées pour l'instant transitoires par la plupart des banques centrales dans les pays développés, font peser des incertitudes sur les perspectives mondiales, en lien avec l'éventualité d'un durcissement des politiques monétaires plus tôt que prévu. Au cours du troisième trimestre 2021, malgré les pressions inflationnistes notamment aux Etats-Unis et en Europe, la plupart des banques centrales ont maintenu l'orientation accommodante de leur politique monétaire, dans le but de garantir des conditions de financement favorables, stables et prévisibles pour soutenir la reprise de l'activité.

Sources : BCEAO : Rapport sur la politique monétaire dans l'UMOA-Décembre 2021

Environnement Economique UEMOA

Au sein de l'Union, les économies devraient connaître un regain d'activité au cours de l'année 2021, soutenu par l'orientation favorable de la conjoncture internationale, la conduite de projets de relance économique par les Etats membres ainsi que le maintien d'une politique monétaire accommodante par la BCEAO. Selon les dernières prévisions, le PIB de l'Union, en termes réels, connaîtrait une progression de 6,1% en 2021, soit 0,4 pdb de plus qu'en 2019 et 4,3 pdb au-dessus de son niveau de 2020. Pour 2022 et 2023, la croissance économique se consoliderait au sein de l'UEMOA, avec des taux de croissance respectifs de 6,4% et 7,9%. Ces performances résulteraient de l'accroissement de la production au niveau de l'ensemble des sous-secteurs des économies.

Les projections macroéconomiques au sein de l'Union ressortent globalement favorables.

Au niveau du secteur réel, l'Union renouerait avec la trajectoire de croissance économique d'avant la crise sanitaire à partir de 2021 qui se consoliderait sur la période de projection

La bonne exécution des plans de relance, conjuguée à l'amélioration progressive de l'environnement international et à la mise en œuvre par la BCEAO, d'un large éventail de mesures afin de prévenir les effets récessifs de la pandémie sur le financement de l'activité économique des Etats membres, ont induit un regain d'activité au sein de l'Union. Le produit intérieur brut (PIB) en volume de l'Union augmenterait de 6,1% en 2021, au-dessus de la performance de 5,7% réalisée en 2019. Les dernières prévisions tablent sur une amélioration des déficits budgétaires qui passeraient de 5,9% du PIB en 2021 à 4,9% en 2022 et à 3,8% en 2023. La pression fiscale progresserait graduellement, en passant de 13,3% en 2021 à 13,7% en 2022, puis à 13,9% en 2023.

Sources : BCEAO : Rapport sur la politique monétaire dans l'UMOA-Décembre 2021

Environnement Economique au Mali

Depuis le 9 janvier dernier, la CEDEAO a sanctionné le Mali à travers un embargo sur les échanges commerciaux et les transactions financières, cette situation inquiète notamment sur la confiance des investisseurs et l'avenir des titres en circulation du Mali. Le pays étant déjà affaibli par la crise sécuritaire et la pandémie de la covid-19. Alors que la lente progression de la pandémie couplée à l'absence de sanctions économiques internationales suite au coup d'Etat en mai 2021, ont été propices au retour de la confiance et au regain de croissance de 4,0% en 2021, contre -1,6% en 2020. Les facteurs d'offre contributeurs seraient liés à la reprise de la croissance des sous-secteurs : (i) agriculture d'exportation (+343,2%) ; (ii) transports et communications (+7,5%) ; (iii) activités financières (+5,5%) ; (iv) agriculture vivrière (+4,5%) malgré la baisse de 1,1% de la production céréalière ; (v) extraction de mines (+4,0%) ; (vi) construction (+4,0%) ; et (vii) commerce (+3,3%). La croissance du secteur secondaire a stagné à -0,1% entre 2020 et 2021 du fait : (i) de la forte chute de la production de coton de 75,1% consécutive à la baisse des superficies emblavées, suite à un désaccord du monde rural sur la diminution des prix d'achat au producteur ; et (ii) des difficultés de plusieurs industries dont la Compagnie malienne de textile (COMATEX). Du côté de la demande, la reprise de la croissance devrait être tirée par les investissements privé (+5,1%) et public (+4,1%), et la consommation des ménages (+3,0%).

Politique monétaire et inflation : Le niveau général des prix poursuivrait sa dynamique de hausse, et atteindrait, en perspective, le plafond de 3,0% fixé par l'UEMOA, contre 0,5% en 2020. Cette hausse serait imputable à des facteurs d'offre, avec l'augmentation des prix des produits alimentaires impulsée par l'envolée des cours du pétrole et la baisse de 1,1% de la production céréalière liée aux mauvaises conditions climatiques (déficit pluviométrique affectant 3 millions de maliens). La BCEAO a décidé, en septembre 2021, de maintenir inchangée l'orientation accommodante de la politique monétaire.

Soldes budgétaire et du compte courant : Les déficits budgétaire et du compte courant devraient se détériorer. La dégradation du déficit budgétaire se poursuivrait (-5,5% du PIB en 2021, contre -5,4% en 2020) car les dépenses (27,5% du PIB) dépasseraient les recettes (22,0%). Le besoin de financement s'élèverait à 11,16% du PIB en 2021, et devrait être couvert par un recours, en priorité, au financement intérieur (77,6% des besoins de financement en 2021), en s'appuyant principalement sur les banques via des émissions de titres publics sur le marché financier régional (93,5% de la dette intérieure), et moins sur des prêts non bancaires libellés en monnaie locale (6,5% de la dette intérieure). Le déficit du compte courant se creuserait (-5,3% du PIB en 2021, contre -0,2% en 2020) sous l'effet de la hausse de la demande intérieure et de la détérioration des termes de l'échange, reflétant une hausse massive des importations de 23,0% couplée à une baisse des exportations de

3,3%. Les importations seraient essentiellement tirées par le renchérissement de la facture pétrolière (+54,6%), couplé à la reprise des achats de : matériaux de construction (+16,7%), produits alimentaires (+15,0%), produits textiles et cuirs (+11,4%), produits chimiques et pharmaceutiques (+10,9%), et machines et véhicules (+7,6%). La contraction des exportations serait surtout le reflet de la baisse des ventes de coton (-11%) et d'or (-5,3%) à cause de la baisse de leur production combinée à une chute des cours de l'or.

Sources : FMI, octobre 2021 ; Autorités maliennes ; estimations (e) et prévisions (p).

Activités Commerciales



Activité Commerciale

MARCHÉ DES GRANDES ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS (DGEI)

Sa mission est de chercher un positionnement auprès des entreprises leaders ou des outsiders ayant un fort potentiel dans leur secteurs d'activités respectifs et exprimant un besoin d'accompagnement important. Cette mission fait jouer un rôle très important à la Direction des Grandes Entreprises et Institutionnels (DGEI). Le leadership recherché par la banque ne peut se réaliser qu'à travers des financements directs et indirects dont les montants significatifs viennent impacter son bilan dans un environnement concurrentiel rude et face à des grandes entreprises de plus en plus exigeantes.

La présence de la BIM s.a. est de plus en plus affirmée dans tous les secteurs d'activité.

La stratégie d'accompagnement a été plus visible dans certains secteurs plus que d'autres en tenant compte du facteur risque et de la rentabilité escomptée :

- Services (télécommunications, concession auto, hôtellerie, transports);
- Commerce Général/Négoce (hydrocarbures, denrées alimentaires) ;
- Industries (production d'électricité et des matériaux de construction).

En engagements indirects, le BTP demeure le secteur le plus accompagné à travers les sociétés chinoises (cautions sur marchés) suivi du Commerce Général (avals et credocs).

La BIM s.a. est une banque citoyenne qui soutient l'Etat malien dans ses projets de développement structurants. A ce titre, des projets relevant du secteur public ont bénéficié de l'accompagnement de la banque dans les conditions usuelles de financement et dans le respect strict des procédures édictées en la matière.



PME/PMI

La création d'une entité dédiée entièrement aux PME/PMI, le Marché des Petites et Moyennes Entreprises a enregistré une nette progression en termes d'encours crédits et de dépôts en se situant à 108%.

La banque poursuit sa stratégie de positionnement dans ce segment très dynamique. Elle renforce son offre par, entre autres, un financement des écosystèmes économiques (Industrie, Préfinancement des marchés, avance avant facture...).

Les Missions et activités du Marché sont les suivantes :

- Financement des PME/PMI dans tous les compartiments de l'Economie Nationale (Agriculture, Elevage, Pêche, Industries, Services, Négoce...);
- Financement des Huileries, notamment des régions Sud et Centre du Mali pour l'achat de la graine de coton auprès de la CMDT ;
- Création d'une équipe TASKFORCE pour le recouvrement ;
- Accompagnement des clients évoluant dans l'écosystème GEI, etc.

ACTIVITE DE CASH TRANSFERTS

L'Entité CASH TRANSFERTS est rattachée à la Direction du Marché des Maliens de l'Extérieur. Elle a pour mission principale de :

- Contribuer au PNB de la Banque en réalisant des commissions pour les produits relevant de son marché ;
- Offrir et commercialiser les produits de transferts d'argent en faveur de la clientèle en accord avec les STA (Sociétés de Transferts d'Argent) via notre partenariat avec WAFACASH (une autre filiale du Groupe Attijariwafa bank spécialisée dans ce domaine) ;
- Assurer la gestion et l'animation commerciale dans le réseau ;
- Suivre au quotidien les opérations de l'ensemble des produits de transferts d'argent (Western Union, Orange Money, Mobicash, etc.
- Cash Express - Western union - Moneygram - Ria - Orange Money
- Moov Money
- Partenariat WafaCash, etc.



PARTICULIERS/PROFESSIONNELS

La BIM s.a. s'efforce de répondre aux attentes de ses clients Particuliers et Professionnels en développant une stratégie d'offres diversifiées et innovantes.

Sa démarche s'appuie sur une politique de proximité. Une attention particulière est portée à la satisfaction et à la fidélisation de ses clients ainsi qu'à la conquête de nouveaux comptes. Pour ce faire, la banque capitalise sur sa connaissance fine de la clientèle en lui proposant des services spécifiques et adaptés.

Organisation du réseau

La DMPPL comprend 54 agences regroupées en 06 réseaux dont 03 à Bamako et 03 dans les régions. Elle est organisée comme suit :

■ **03 succursales :**

- Siège Bolibana
- Agence Adama Seydou Traoré (AST, Ex-Agence Bagadadji)
- Agence des Maliens de l'Extérieur (AMEX)

■ **03 réseaux à Bamako**

- Rive Gauche
- Rive Droite
- Réseau Marché

■ **03 réseaux dans les régions**

- Réseau Ouest
- Réseau Sud
- Réseau Centre

L'exercice 2021 a été marqué par la crise sanitaire mondiale et la crise socio-politique au Mali qui ont eu comme conséquence le ralentissement des activités dans plusieurs secteurs, notamment : l'hôtellerie, les Mines, etc.

Nonobstant ces difficultés, nos dépôts sont passés de F CFA 116 986 M en novembre 2020 à F CFA 147 718 M en 2021, soit une progression de F CFA 30 732 M.

Les encourts crédits, toutefois, n'ont pas suivi la même tendance mais nous avons pu réaliser néanmoins un TRO de 98%, soit F CFA 52 564 M sur un budget prévisionnel au titre de l'exercice 2021 de F CFA 53 544 M.



BIM s.a.
Groupe Attijariwafa bank
"Croire en vous"

Une banque dynamique au coeur du développement du Mali



NOUVELLES OFFRES 2021 ET SEGMENTATION

Afin de permettre une meilleure prise en charge des besoins spécifiques de la clientèle, celle-ci a été segmentée en fonction du niveau des revenus :

Segmentation

Particuliers/Professionnels

- Grand Public : revenus inférieurs à 350 000 F CFA
- Moyenne Gamme : revenus compris entre 350 000 F CFA et 1 000 000 F CFA
- Privilège ou VIP : revenus supérieurs à 1 000 000 F CFA

Corporate

- Grandes Entreprises : Chiffre d’Affaires supérieur à 4 000 000 000 F CFA
- Institutionnels : Compagnies d’assurance, ONG, Structures de l’Etat et Ambassades, etc.
- PME/PMI (Masse Market, Middle Market) : Mass Market 500 000 000 F CFA et 2 000 000 000 F CFA, Middle Market 2 000 000 000 et 4 000 000 000 F CFA.
- TPE : Chiffre d’Affaires moins de 500 000 000 F CFA.

Enrichissement Offre

- BIM MOBILE BANKING (Un service de banque à distance sécurisé, évolutif, qui permet au client de gérer et suivre ses comptes via web & Mobile)
- Mise A Disposition GAB (Le service transfert sur GAB permet à tout porteur (titulaire de carte) BIM s.a. de transférer de l’argent à une autre personne à travers le réseau de GAB BIM s.a.)
- 3D SECURE (La 3DS est un instrument de protection et de sécurisation des transactions en ligne, opérées à partir des cartes bancaires VISA de la BIM s.a.)
- Carte Bancaire ContactLess
- Lettre de Change Normalisée (La normalisation des Effets de Commerce dans l’Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ;
- Produits événementiels (Prêt Scolaire, Crédit Ramadan & Tabaski).

Mobile Banking
la sécurité
mobile



Disponible sur :



ou sur internet :
<http://www.bim.com.ml>

Direction des Opérations

La Direction des Opérations, via ses différentes entités, a comme principale mission :

- Organiser, superviser, contrôler le traitement de toutes les opérations domestiques internationales en toute sécurité et dans le respect des réglementations;
- Superviser les activités des services étrangers, opérations locales, back office monétique, SWIFT;
- Assurer le respect des circulaires BCEAO;
- Veiller à la bonne application des procédures lors du traitement des opérations, etc.

Elle est composée de vingt-deux (22) collaborateurs, inclus le Responsable, et regroupe les cinq (5) entités ci-après :

- **L'Entité Opérations Locales UEMOA**

Compte un effectif de dix (10) collaborateurs dont un en détachement à la DFC.

- **L'Entité Opérations Internationales**

Est composée de cinq (05) collaborateurs y compris la Responsable en charge des transferts en devises, des crédits et remises documentaires.

- **L'Entité Caisse Centrale**

Un collaborateur assisté de plusieurs trieuses.

- **L'Entité Monétique**

L'effectif est de quatre (4) personnes dont deux (2) assistantes.

- **L'Entité Administration Crédits**

Compte trois (3) collaborateurs : un (1) Responsable et deux (02) assistants.



Entité « Opérations Locales »

Elle assure les services de Back Office et ses activités s'inscrivent essentiellement dans le cadre de la réforme des Systèmes et Moyens de Paiement initiée par la Banque Centrale (BCEAO) autour des points ci-après :

- Le Système Interbancaire de Compensation Automatisé (SICA-UEMOA) ;
- Le Système de Transfert Automatisé et de Règlement (STAR-UEMOA) ;
- La Constitution d'une Centrale des Incidents de Paiement (CIP) ;
- Le Traitement des Valeurs Hors Compensation ;
- Le Traitement des Salaires & Pensions ;
- L'analyse des Comptes Internes et la Régularisation des suspens ;
- La Gestion des Incidents de paiement via la CIP.

Entité « Opérations Internationales »

Elle assure le traitement rapide et sécurisé des opérations internationales dans le respect des procédures et de la réglementation en vigueur ; Elle utilise le système SWIFT pour échanger des données financières confidentielles de sorte que tous les messages Swift font l'objet d'un filtrage anti-blanchiment à travers Fircosoft Continuity. Cette entité a en charge le traitement des opérations ci-après :

- Les transferts en Devises ;
- Les rapatriements reçus de l'Etranger en Devises ;
- La gestion des Crédits documentaires et des Remises Documentaires ;
- La gestion des Domiciliations d'Intentions d'Importation et d'Exportation ;
- Les couvertures de la Banque Centrale ;
- Les statistiques sur les Recettes d'Exportation à envoyer à la BCEAO ;
- Le Reporting Réglementaire et un Reporting mensuel au Groupe.

Entité Administration du Crédit

Les principales missions de cette Entité sont, entre autres, :

- La mise en place de tous types de Prêts ;
- La consolidation, le remboursement, le rééchelonnement et la restructuration de tous types de crédits ;
- La comptabilisation des cautions, avals, attestations, confirmation des cautions ;
- La comptabilisation des escomptes d'effets commerciaux ;
- La comptabilisation des contregaranties ;
- L'établissement de reporting des créances rattachées sur les crédits consortiaux ;
- La production des états tels que CMT, CCT, Engagements par Signature mis en place sur une Période, etc.

Entité Caisse Centrale

S'assure que les encaisses sont gérées de façon optimale à travers des retraits et versement à la Banque Centrale, et effectue l'approvisionnement des Caisses Principales ainsi que le rapatriement des fonds après tri à la Banque Centrale.

Entité Monétique

Assure la mise en œuvre de la Stratégie de ventes et de déploiement de Produits et Services Monétiques permettant d'atteindre les objectifs commerciaux avec un suivi rigoureux des transactions Monétiques et la régularisation des suspens à J+1.

Systeme d'Information

La Direction des Systèmes d'Information (DSI) travaille en étroite collaboration avec les différentes lignes de métier pour définir, développer, implémenter des solutions pour une meilleure productivité. Sa mission est de :

- Suivre la mise en oeuvre des Projets SI en maîtrisant les risques financiers, techniques;
- Animer les projets avec les métiers, y compris la prise en charge et la gestion de moyens nécessaires à la mise en place et au bon déroulement des projets ;
- Avec les différents métiers, concevoir et mettre en œuvre des solutions permettant d'améliorer la productivité et la qualité de service et donc le rendement ;
- Définir les besoins en formation SI, assurer les formations et rester à leurs côtés pour l'assistance et le support afin d'augmenter les capacités ;
- Veiller au respect des règles et normes de qualité et de sécurité ;
- Assurer la disponibilité des moyens informatiques et les interconnexions nécessaires au fonctionnement quotidien de la Banque ;
- Gérer les ressources ;
- Coordonner le déploiement du matériel informatique ;
- Accompagner les utilisateurs...

Grands axes des lignes de métiers

- Des outils de rapprochement pour une meilleure gestion des suspens comptables ;
- Des outils permettant l'automatisation des opérations de façon efficace et sécurisée, etc.



Activités de Marché

La Direction des Activités de Marché a pour mission de superviser les Activités de Marché et de maintenir un environnement motivant permettant d'atteindre les objectifs assignés par le Groupe et la Filiale. Aussi, elle veille à minimiser les risques de contrepartie et s'assurer de l'optimisation des ressources de la banque tout en satisfaisant les besoins de la clientèle en conformité avec la réglementation en vigueur. Elle offre aux clients les conditions optimales de gestion des opérations de change, de couverture ainsi que des possibilités d'optimisation de leur épargne à travers des produits de placement innovants et variés comme les OPCVM et les bons et obligations.

Ci-après la liste des correspondants :

Sigle	Code BIC	Adresse	PAYS	DEVISES
ATTIARIWAFABANK PARIS	BCMAFRPP	6-8 Rue Chauchat 75009 Paris	France	EUR
ATTIARIWAFABANK PARIS	BCMAFRPP	6-8 Rue Chauchat 75009 Paris	France	USD
NATEXIS	NATXFRPP	45,rue Saint Dominique 75060 Paris Cedex 02	France	EUR
SOCIETE GENERALE	SOGEFRPP	Tour Sté Gle 17, cours Valmy 92972 Paris La Défense Cedex	France	EUR
DZ BANK	GENODEFF	AM PLATZ-DER REPUBLIK 60325 FRANKFURT AM MAIN Allemagne	Allemagne	EUR
La Caixa	CAIXES	Av. Diagonal 621-629 08028 Barcelona Espana	Espagne	EUR
CITIBANK NY	CITIUS33	III Wall Street 10043 NY	USA	USD
SIB	SIVBCIAB	34, Boulevard de la république, immeuble alpha 2000 01, Bp 1300 Abidjan 01	COTE D'IVOIRE	XOF
UGB	UGABGALI	Rue du colonel parant, libreville, BP 315	GABON	XAF
Liste des Correspondants Bancaires BNC	BNDCCAMMINT	600 Rue de la Gauchelière Ouest Bureau 500 Montréal H3B 4L3	Canada	CAD



PERFORMANCE TRESORERIE DE BANQUE

Contrôle Interne

Le dispositif de gestion des risques à la BIM s.a. vise à doter la banque « d'un système de contrôle interne efficace, adapté à son organisation, à sa nature et au volume de ses activités ainsi qu'aux risques auxquels l'Institution est exposée » conformément à la réglementation bancaire. A cet effet, elle a pour objets de :

- Vérifier que les opérations réalisées, l'organisation structurelle et les procédures internes sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, aux normes et usages professionnels et déontologiques ainsi qu'aux orientations des organes délibérant et exécutif ;
- S'assurer que les orientations, les instructions et les limites fixées par l'organe délibérant en matière de risque sont strictement respectées ;
- Veiller à la fiabilité de l'information financière et comptable, en particulier aux conditions de collecte, d'évaluation, d'enregistrement, de conservation et de disponibilité de cette information.

Le dispositif s'appuie en premier lieu sur les opérationnels qui assurent leur propre auto-contrôle. Un deuxième niveau de contrôle indépendant, permanent et périodique est exercé par des fonctions dédiées avec un pilotage en central à l'échelle du Groupe. En harmonie avec les meilleures pratiques internationales, le dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme déploie des outils de gestion dédiés, couplés aux procédures et aux séances de formations adressées aux collaborateurs de la Banque toutes catégories confondues, pour améliorer significativement le taux de remontée des opérations remarquables. Le troisième pilier des accords de Bâle II repose sur les deux grands principes suivants : la communication transparente des informations financières et la réduction de l'incertitude du marché par rapport à l'exposition aux risques qui conditionnent l'avenir de toute institution financière. L'objectif visé est de s'assurer de l'adéquation des fonds propres avec les risques auxquels la banque est exposée. Afin de répondre à ces exigences, la BIM s.a. a fait le choix d'accompagner son évolution par une démarche déontologique d'envergure en se dotant notamment, d'un code de bonne conduite dédié à l'ensemble de ses collaborateurs.



LE
CONTRÔLE
INTERNE

Gestion Globale des Risques

Rôle de la GGR en matière de prévention de risques

La principale mission de la Gestion Globale des Risques est de veiller à couvrir et à superviser l'ensemble des risques inhérents aux activités de la banque, de les mesurer et de les contrôler.

La Politique de Gestion des Risques de la Banque Internationale pour le Mali (BIM s.a.), approuvée par l'Organe délibérant en sa session du 28 septembre 2020, s'inscrit dans le cadre du respect des Circulaires N° 01 et N°04 de la Commission bancaire de l'UMOA dans les Etablissements de Crédits et les Compagnies financières de l'UMOA.

Elle participe à une saine pratique de gestion des risques du Groupe Attijariwafa bank. Elle s'emploie à optimiser sa performance tout en respectant son appétence au risque et en répondant aux attentes de ses actionnaires et autres parties prenantes. Pour ce faire, la banque s'est dotée, à tous les niveaux de l'organisation, d'une gestion des risques rigoureuse et cohérente.

Le Cadre général de la politique de gestion des risques de la Banque Internationale pour le Mali (BIM s.a.) se compose des stratégies, politiques, outils, dispositifs de gouvernance, processus et procédures de reporting nécessaires à la mise en oeuvre de cette gestion des risques.

Dans un contexte marqué par la multiplicité des risques et leur diversité, la maîtrise des risques est pour les établissements de crédit, le principal facteur de succès et de viabilité.

Au-delà de la gestion des risques classiques généralement admis que sont les risques de crédit, la banque a intégré dans sa gestion quotidienne la maîtrise d'autres risques dont les plus importants sont :

- le risque de liquidité ;
- le risque de marché ;
- le risque opérationnel ;
- les risques de pays, de réputation et stratégiques.

Définition des Risques

Risque de Crédit

Le risque résultant de l'incertitude quant à la capacité ou la volonté des contreparties ou des clients de remplir leurs obligations. L'événement risqué correspond au non-respect, par un client ou par une contrepartie, de ses obligations financières ou, d'une manière générale, à la détérioration de la qualité du crédit de cette contrepartie.

Risque de Marché

Le risque de pertes sur les positions de bilan et hors bilan liées à la variation des prix du marché. Les risques répondant à cette définition, ci-après appelés catégories de risque de marché, sont le risque de taux d'intérêt, le risque de position sur titre de propriété, le risque de change et le risque sur produits de base.

Portefeuille de Négociation

Un portefeuille constitué de toutes les positions sur instruments financiers et produits de base détenues à des fins de négociation ou dans le but de couvrir ou de financer d'autres éléments dudit portefeuille.

Risque de Change

Le risque de perte liée à la variation du cours de change, lorsque l'établissement détient ou prend des positions en devises, l'or inclus.

Risque de Liquidité

Le risque que l'établissement ne puisse pas faire face à ses engagements ou qu'il ne puisse dénouer ou compenser une position, dans un délai déterminé et à un coût raisonnable, en raison de la situation du marché ou de facteurs particuliers.

Risque de Taux d'Intérêt dans le Portefeuille Bancaire

Le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et hors bilan, à l'exception, le cas échéant, des opérations de négociation soumises aux risques de marché. Il est encore désigné sous le terme de risque de taux d'intérêt global.

Risque Opérationnel

Le risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des processus, des personnes, des systèmes internes ou à des événements externes. Cette notion inclut le risque juridique mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

Transactions avec des Parties Liées

Les transactions qui comprennent les expositions et créances figurant au bilan et hors bilan. Elles portent également sur les contrats de services, les achats et ventes d'actifs, les contrats de construction, les contrats de crédit-bail, les opérations sur produits dérivés, les emprunts et les annulations de créances.

Externalisation

Le processus par lequel l'établissement délocalise sous la responsabilité d'un tiers, des infrastructures ou systèmes ou lui confie, de manière durable et à titre habituel, la réalisation de prestations de services ou d'autres tâches opérationnelles essentielles ou importantes par sous-traitance, mandat ou délégation. Le prestataire peut être un fournisseur externe ou un membre du groupe de l'établissement, en particulier sa maison-mère, ses filiales ou ses filiales soeurs.

Rôle de la GGR : Fonction Gestion des Risques

- Appliquer la stratégie de risque approuvée par l'organe délibérant et veiller à l'élaboration de toutes les politiques et procédures afférentes à la gestion des risques ;
- Contribuer à la mise en place effective, au sein de l'établissement, d'un dispositif de gestion intégrée des risques qui soit soutenu par une gouvernance fiable impliquant les organes de gouvernance ;
- Identifier, évaluer, suivre et maîtriser, en temps opportun, tous les risques significatifs ;
- Améliorer les systèmes, les politiques, les processus et les rapports relatifs à la gestion des risques ;
- Elaborer et mettre en oeuvre, sous réserve de l'examen et de l'approbation par l'organe délibérant, le dispositif de gestion des risques, qui comprend la culture du risque à l'échelle de l'établissement, l'appétence pour le risque ainsi que les limites ;
- Mettre en place un système d'alerte précoce visant à détecter les cas d'infraction à l'appétence au risque et aux limites fixées par l'organe délibérant ;
- Orienter, voire récuser, toute décision qui engendre une prise de risque importante pour l'établissement, rendre compte aux organes de gouvernance de toutes ces questions et proposer des mesures appropriées pour atténuer ces risques.

La Notation clientèle

La méthodologie et le périmètre de la révision ont été validés lors de la réunion du 20 février 2017 au cours de laquelle la note instituant le Comité de révision du portefeuille a été adoptée. Cette décision a été confirmée lors de la seconde séance du Comité tenue le 24 janvier 2019.

Pour tenir compte des contraintes réglementaires en matière de production d'états financiers (accords de classement, refinancement), la disponibilité de la liasse comptable et le respect des quatre ratios de décision de la Banque Centrale sont cinq critères qui bénéficient d'une pondération totale de 25 points. Ainsi, une contrepartie qui ne fournit pas la documentation comptable requise ne peut que bénéficier de 75 points au maximum, soit la cote 3 « Normal » (points compris entre 70 et 79). Pour les ratios, les pondérations retenues sont celles en conformité avec la réglementation des accords de classement (Avis aux Banques et Etablissements financiers n° 4/AC/02 relatif au Dispositif des Accords de classement). Pour les autres critères, les taux de pondération retenus ont été fixés en tenant compte de l'environnement interne et externe.

Capital Humain

POLITIQUE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Les entités ci-après sont en charge de l'application de la politique de gestion des ressources humaines :

Relations sociales

Sa mission est de mettre en oeuvre les politiques sociales visant à la motivation et au bien-être du personnel.

Administration des Ressources Humaines

Cette entité a pour mission d'assurer le règlement et le suivi de l'ensemble des rémunérations (salaires, primes, indemnités) ainsi que le règlement des cotisations sociales (INPS) et fiscales (ITS) conformément au Code du Travail et à la Convention Collective des Banques et Etablissement Financiers.

Développement des Ressources Humaines

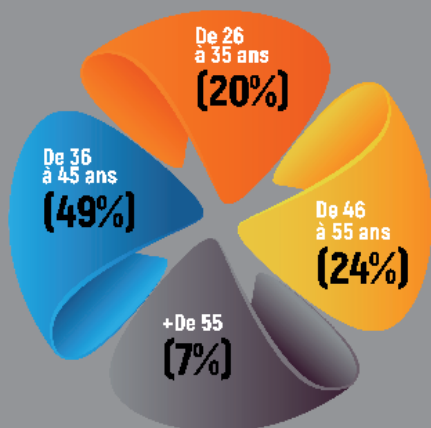
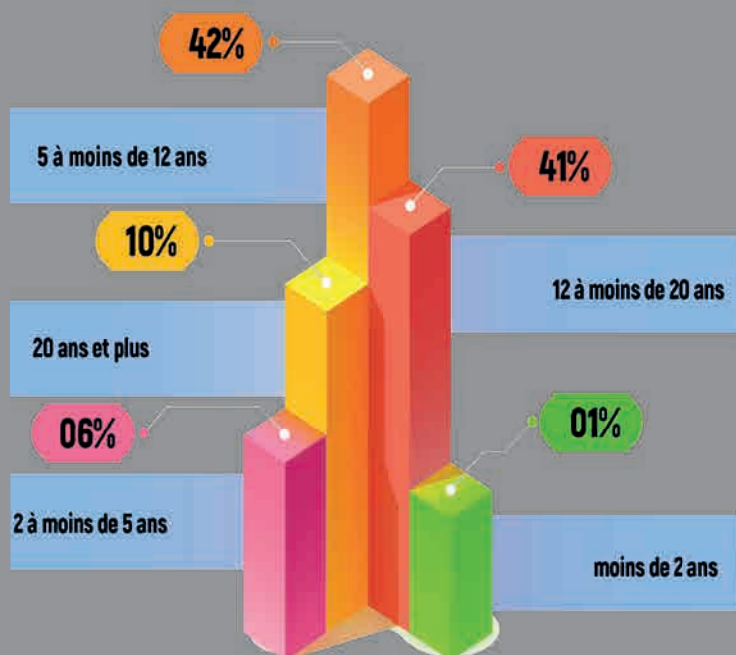
Sa mission est de mettre en œuvre les politiques de recrutement, de formation, des évaluations, la gestion des mobilités ..., ainsi que la gestion des carrières et la création des conditions visant au développement des compétences.

La synergie de ces trois entités contribue à répondre positivement aux exigences du personnel en quête de mieux-être permanent, le tout sous la direction et l'autorité d'une Responsable de Direction.

NOS VALEURS

- Leadership ;
- Ethique ;
- Engagement ;
- Solidarité ;
- Citoyenneté.

PYRAMIDE PAR ANCIENNETE



PYRAMIDE DES ÂGES

LES GRANDS AXES DE LA DEONTOLOGIE

Ces règles de la morale qui gouvernent l'exercice de notre profession, leur respect et observation entraînent non seulement l'équilibre entre le sommet et la base, mais visent également à assurer un bon devenir de l'entreprise dont l'objectif premier est de garantir un meilleur traitement de la clientèle pour un service de qualité, assurer au travailleur et à sa famille un épanouissement.

Lesdites règles tirent leur origine à la fois de la loi mais du règlement intérieur.

Elles traitent de :

***Généralité :** respect des normes, soumission aux lois et règlements locaux, secret professionnel, conflits d'intérêts, dénonciation des infractions, protection prévue en cas de dénonciation, investigations en cas de fraude, échanges d'informations à l'intérieur de la banque ;

***Clients :** le code traite notamment de leurs connaissances qui conduira à l'identification de leurs besoins et leur satisfaction, de la gestion du rapport entre Banque et clients, de la productivité et qualité du service, du fonctionnement des comptes clients ;

***Investisseurs :** cette disposition du code traite des valeurs institutionnelles, de la protection des biens, des droits de propriété, de la tenue des données des dossiers et des archives, de l'usage du label BIM s.a.

***Personnel :** le code traite de l'emploi, de la rémunération et de l'avancement, de la sécurité sur le lieu du travail, des paiements non justifiés, du remboursement des dépenses, du délit d'initié, des activités hors de la banque, de la publication et apparition publique, activités politiques, des relations interpersonnelles...

***Rapport avec les Fournisseurs :** la gestion des fournisseurs, l'opposabilité du code et enfin l'accusé réception.

LA POLITIQUE DE RECRUTEMENT

Notre politique de recrutement vise à promouvoir les plus méritants c'est-à-dire ceux qui se sont distingués durant les différentes étapes de ce processus. Un jugement de valeur est apporté à certaines orientations notamment :

- l'efficacité c'est-à-dire justifier de sa capacité de mobilisation et de persuasion ;
- l'engagement et le dynamisme qui se traduisent par le nombre de comptes ouverts, avec communication des dépôts initiaux ;
- la communication qui se traduit par le sens de l'accueil, et de l'orientation de la clientèle ;
- la disponibilité se traduisant par le traitement rapide des tâches confiées.

L'autre étape consistera à l'observation des points ci-après :

- Rassemblement des différentes propositions venant des agences et responsables de services estampillés du visa ou accord de la hiérarchie ;
- Organisation du comité de présélection (membre des directions concernées par le recrutement, le Capital Humain, un Directeur neutre etc.) ;

Capital Humain (fin)

- Préselection des candidats et présentation au Comité de Recrutement ou sont présents les différents directeurs ayant participé à la présélection en plus de la Direction Générale.
- Convocation par la DCH de l'ensemble des candidats pour leur faire part des résolutions du Comité de recrutement
- Accomplissement des formalités d'usage (production des documents) pour l'élaboration des contrats.

POLITIQUE SOCIALE DE LA BANQUE ET ACTIONS ENTREPRISES EN 2021

- Gestion Covid19 : depuis le début de la pandémie, nous avons enregistré 221 cas testés (184 négatifs /37 positifs et guéris de nos jours/ 0 décès). Dans ce cadre, la Direction du Capital Humain s'est non seulement investie dans les actions de sensibilisation, mais aussi dans la gestion et l'assistance aux collaborateurs pendant les phases de test et de mise en quarantaine pour eux qui ont été déclarés positifs au test ;
- Cocktail de remerciement aux Seniors (tenu le 31 Décembre 2021) : Un vibrant hommage a été rendu à nos 4 partants à la retraite dans la sobriété toujours à cause de la crise sanitaire par la remise des chèques cadeaux ;
- 8 mars 2021 : la fête du 08 mars 2021 a été célébrée d'une manière très spéciale tout en respectant les gestes barrières sanitaires et il a été offert à l'ensemble du personnel féminin un petit déjeuner spécial (des BOX garnis) servi sur site ;
- 31 juillet 2021 : A l'occasion de la journée de la femme Africaine, la banque a offert des pagnes à l'effigie de la journée dans le but de valoriser ses collaboratrices ;
- Politique de santé au travail : souscription à une police d'assurance (IAC et Maladie); visite médicale annuelle obligatoire effectuée par tous les collaborateurs et une campagne de prévention COVID-19 tout au long de l'année.

LES FORMATIONS REALISEES AU COURS DE L'ANNEE 2021

L'exercice 2021 a été riche en formation, touchant tous les corps de métiers. Ces formations ont eu lieu à la fois au niveau local et au niveau international sur 11 thèmes qui ont touché directement 380 employés tous corps de métiers confondus.

Responsabilité Sociétale et Environnementale



RSE

La crise sanitaire sans précédent (Covid-19) a fait prendre conscience au monde entier et au Top Management des entreprises, leur rôle et responsabilité en matière sociétale aussi bien vis-à-vis des collaborateurs que des clients, des fournisseurs, des partenaires, etc.

Ainsi, la Direction Générale a pris les dispositions idoines nécessaires pour offrir à sa clientèle, à certains Centres Hospitaliers, aux Organes de presse partenaires et aux collaborateurs, des kits sanitaires pour mieux se prémunir contre cette pandémie.

Egalement, l'espace de travail a été réaménagé dans l'ensemble des sites de nos zones d'implantation pour le respect des mesures barrières, la distanciation physique au sein des guichets, la mise à disposition de masques et de gels hydroalcooliques, la prise de température dès l'entrée dans les espaces et bien d'autres actions prouvant l'intérêt primordial pour la préservation de tous, ses actions s'insérant en droite ligne de la politique RSE de la banque.

Parallèlement, la BIM s.a. poursuit son dispositif de réduction énergétique en remplaçant l'éclairage de haute consommation par des installations plus économiques, la sensibilisation des collaborateurs à en faire leur priorité, permettant de ce fait une rationalisation et une optimisation de la consommation énergétique dans l'enceinte de nos points de vente.

En ce qui concerne la consommation de papier, la démarche a été renforcée et a consisté à élaborer par entité une moyenne mensuelle de dotation pour une meilleure gestion et économie des supports physiques. La crise sanitaire aidant, les échanges par courriel au lieu de la circulation des courriers physiques ont été privilégiés tout comme les rencontres via teams, zoom au lieu des réunions présentes.

La BIM s.a. compte poursuivre cette dynamique en appliquant les principes RSE, à savoir sélectionner les biens, services et produits fournis au plus près des normes environnementales, sociétales et éthiques.



RSE

Il faut noter que la Charte RSE de la Banque a été créée en 2021.

De ce fait, tous les fournisseurs et autres partenaires ont été invités à s'impliquer activement dans la démarche RSE de la Banque afin d'arriver à des relations équilibrées et pérennes.

Egalement, le processus d'achat, les règlements de factures, le recours aux achats locaux pour un développement de l'Economie sociale et solidaire, la diversité de fournisseurs en vue d'achats responsables et aussi pour palier la dépendance sont autant de dispositions/dispositifs pour le respect des engagements ainsi que règles édictés par notre politique RSE.

Des collaborateurs, il faut indiquer :

- les multiples formations en 2021 pour le renforcement des capacités et plans de carrière ;
- la préservation de leur santé au premier plan via un accompagnement sanitaire pour des cas avérés positifs au COVID-19 malgré les précautions idoines ;
- la mise à leur disposition de kit sanitaire sans occulter la sensibilisation (Gels, Masques, Séparation des espaces de travail, distanciation, interdiction des attroupements et/ou rencontres dans une même salle sans mesures barrières, etc) ;
- l'amélioration de leur cadre de vie pour un meilleur épanouissement.



Equipe RSE - BIM s.a.

Club Afrique Développement



CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DES ÉCONOMIES ET DES TERRITOIRES

Le groupe Attijariwafa bank est convaincu de la nécessité d'investir dans des projets qui soutiennent le développement des territoires. À ce titre, il a poursuivi en 2020 son accompagnement durable des États et des entreprises, en finançant les projets structurants et en appuyant divers programmes de développement dans les pays de présence ainsi que des initiatives qui ont servi à accompagner les entreprises africaines et renforcer les échanges et les relations économiques entre les pays du continent.

ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES AFRICAINES

Le Groupe met en relation les entreprises et les investisseurs en Afrique et avec le reste du monde par le biais de diverses structures notamment le Club Afrique Développement qui organise des événements importants tels que les missions multisectorielles dans les pays de présence ou le Forum International Afrique Développement qui a vu sa 6^e édition tenue en 2019.

En 2020, la crise sanitaire a engagé le Groupe à renforcer ses dispositifs d'accompagnement de ses clients et de proximité avec eux.

Ainsi, le Club Afrique Développement a lancé les « AfricaDev Sessions », un cycle d'émissions de débat en ligne à destination de ses membres, des institutionnels et partenaires du Groupe sur le continent africain.

Les « AfricaDev Sessions » ont pour vocation de répondre, sous un nouveau format d'interaction, aux préoccupations des entreprises africaines mettant en avant les thématiques économiques africaines et permettant d'engager des réflexions sur les sujets d'actualité à destination des grands acteurs économiques et des PME du continent.

Par ailleurs, la Banque de Financement et d'Investissement du Groupe a lancé, de son côté, une série de webinaires dans le cadre de son cycle « Digital CIB Meetings » dédié à la communauté d'investisseurs, institutionnels

et opérateurs économiques africains. Ces webinaires ont pour objectif de lancer le débat d'une manière périodique sur des sujets d'actualité, notamment l'impact de la crise sanitaire Covid-19 sur la croissance économique en Afrique.

LE CLUB AFRIQUE DÉVELOPPEMENT

Le Club Afrique Développement est une plateforme digitale de mise en relation d'affaires fédérant les communautés économiques engagées en Afrique. C'est aussi une plateforme donnant accès à des informations, formations, services et expertises en vue de soutenir la dynamique de mise en relation, d'identification d'opportunités d'investissements et de partage d'expériences. Le Club compte, à fin 2020, 10 antennes sur le continent, avec 10 000 membres et plus de 25 000 rendez-vous d'affaires organisés depuis sa création.

10

antennes sur le continent

Résultats



Chiffres clés (en F CFA)

au 31 decembre 2021

383
MDS

Total Bilan (+4%)

331
MDS

Ressources (+9%)

175
MDS

Emplois (-11,7%)

21
MDS

PNB (-4,9%)

0,5
MDS

Resultat Net (-18,8%)

481

Collaborateurs

311 000

Clients (+0,1%)

62

Points de ventes

Réalisations BIM s.a.

LES RESSOURCES

Au titre de l'exercice 2021, les dépôts de la clientèle en se chiffrant à 331 milliards de FCA enregistrent une hausse de 8,9% par rapport à 304 milliards de FCFA réalisés en décembre 2020. Cette progression résulte principalement de l'effet associé de la hausse de l'encours des dépôts à vue de 13,8% (soit +20 178 millions FCFA), des comptes d'épargne de 7,6% (soit +9 401 millions FCFA) et la baisse des dépôts à terme de 12,3% (soit -2 704 millions FCFA).

Les dépôts non rémunérés (dépôts à vue, autres sommes dues à la clientèle, dépôts de garantie reçus) enregistrent une hausse de 12,9% à 178 Mds de FCFA à fin décembre 2021. Les dépôts rémunérés progressent de 4,6% à 152 milliards de FCFA du fait principalement de la progression de 7,6% à 133 milliards de FCFA des comptes d'épargne et une baisse de 12,3% des dépôts à terme.

La part de marché des dépôts clientèle de la banque s'établit à 7,2% à fin décembre 2021 contre 8,6% à fin décembre 2020.

LES EMPLOIS

Au terme de l'exercice 2021, les crédits nets par décaissement en s'établissant à 159 milliards de FCFA, enregistrent une baisse de 8,6% par rapport à 2020, qui est imputable à la fois à la contraction de 23,8% à 55 milliards de FCFA des crédits à court terme et la Baisse de 16,1% à 11 milliards des créances en souffrance nettes. Les créances en souffrance brutes baissent de 27,4% (soit -10,3 milliards de FCFA) à 27 milliards de FCFA sous l'effet principalement du Write-Off (comptabilisation en pertes des créances irrécouvrables supérieures à 5 ans dépréciées comme requis par le Plan Comptable Bancaire Révisé).

Le taux de couverture se situe à 59% contre 65% à fin 2020.

Les parts de marché des crédits nets par décaissement s'élèvent à 5% à fin décembre 2021 contre à 6,4% à fin décembre 2020.

Les encours bruts de crédits par décaissement ressortent à 175 Mds contre 199 Mds en 2020, soit une baisse de 11,7%.

LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

A fin décembre 2021, les engagements par signature données marquent une baisse de 9,4% à 43 milliards de FCFA. Cette tendance est imputable principalement à une régression de 4,2% à 41 milliards des engagements de garantie donnés et de 58,1% des engagements de financement donnés à 2 milliards à fin décembre 2021.

LES RESULTATS

Produit Net Bancaire

Au terme de l'exercice 2021, le Produit Net Bancaire totalise un montant de 21 062 millions de FCFA contre un montant de 22 148 millions de FCFA à fin décembre 2020 soit une baisse de 4,9%. Cette évolution est principalement attribuable aux effets associés de la baisse de 8,4% de la marge sur opérations de marché (soit -733 millions de FCFA), des produits d'intérêts sur clientèle de -1,2% (soit -171 millions), de la hausse des charges clientèle de 9,7% (soit +444 millions) et atténuée par la hausse de la marge sur commissions de 7,3% (+268 millions de FCFA).

La marge d'intérêts globale et le résultat sur opérations de marché perdent respectivement un (1) point et 1,5 point de quote-part contre une hausse de 2 points pour la marge sur commissions dans la structure du PNB.

Marge d'Intérêt Globale

A fin décembre 2021, la marge d'intérêt globale représente 43% du PNB et enregistre une régression de 7,2% à 9 091 millions de FCFA. Cette tendance est attribuable à l'effet associé de la baisse de 1,2% (-171) des produits d'intérêts clientèle et de la hausse des charges d'intérêts clientèle de 9,7% (+444 millions).

Marge Sur Commissions

La marge sur commissions en totalisant 3 924 millions de FCFA, soit 19% du PNB à fin décembre 2021, marque une hausse de 7,3% par rapport à 3 655 millions de FCFA à fin décembre 2020.

Cette tendance est imputable essentiellement aux commissions de gestion des comptes (+262 M), aux commissions de la monétique (+130 M), aux commissions sur opérations internationales (+158 M). Hausse atténuée par la baisse des commissions SMS Banking (-59 M) et la hausse des commissions versées (+178 M).

Résultat Sur Opérations de Marché

A fin décembre 2021, le résultat sur opérations de marché en s'établissant à 7 947 millions de FCFA, accapare 38% du PNB et enregistre une baisse de 8,4% par rapport à 8 680 millions de FCFA atteint à fin décembre 2020. En neutralisant les plus-values exceptionnelles réalisées en 2020 de l'ordre de 2,1 Mds, le résultat progresse de 20,8% en liaison avec l'augmentation des encours moyens des titres de 33 Mds.

Charges Générales d'Exploitation

Au terme de l'exercice 2021, les charges générales d'exploitation (y compris les dotations aux amortissements) en totalisant 17 739 millions de FCFA, augmentent de 11,3% (soit +1 805) par rapport à fin décembre 2020.

Cette augmentation des charges générales d'exploitation est attribuable à la fois à la hausse des charges du personnel de 12,2% à 8 526 millions et à la hausse de 12% à 860 millions de FCFA des charges d'exploitation.

La hausse des charges du personnel résulte essentiellement de l'évolution de la masse salariale de 926 millions de FCFA suite essentiellement à la relecture de la convention collective des banques et à l'augmentation des salaires en fonction des accords d'établissement.

La hausse des charges d'exploitation est liée essentiellement aux honoraires avocats (+758 millions de FCFA).

Le coefficient d'exploitation se situe à 84,2% en détérioration de 12,3 points par rapport à fin décembre 2020 de l'ordre de 71,9%. Hors dotations aux amortissements, il s'élève à 78,7% contre 66,8% à fin décembre 2020.

Résultat Brut d'Exploitation

Au terme de l'exercice 2021, le résultat brut d'exploitation en ressortant à 3 323 millions de FCFA, enregistre une régression de 46,5% par rapport à 6 214 millions de FCFA à fin décembre 2020.

Cette tendance résulte d'une régression du PNB de 4,9% et d'une hausse des charges générales d'exploitation de 11,3%.

Dotations Nettes de Reprises

Les dotations nettes de reprises en se chiffrant à 2 035 millions de FCFA, s'améliorent de 65,1% par rapport au montant net de 5 289 millions de FCFA enregistré à fin décembre 2020.

Résultat Net

Au final, le résultat net ressort à 562 millions de FCFA à fin décembre 2021 contre 692 FCFA à fin décembre 2020 soit une régression de 18,8%.

Fonds Propres

Les fonds propres hors résultat net se chiffrent à 33,6 milliards de FCFA à fin décembre 2021 contre 32,9 milliards à fin décembre 2020.

Total Bilan

À fin décembre 2021, le total bilan ressort à 383 milliards de FCFA contre 368 milliards de FCFA en 2020, soit une progression de 4%.

Résolutions

AGO

du 28 Juin 2022



Résolutions Assemblée Générale Ordinaire

DU 28 JUIN 2022

Première résolution : Approbation des comptes et quitus

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture :

- Des rapports du Conseil d'Administration sur l'activité et sur la gouvernance de la Société sur l'exercice 2021,
- Et du rapport général et des rapports spéciaux des commissaires aux comptes,

Approuve les états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2021 tels qu'ils lui sont présentés, faisant ressortir un résultat net bénéficiaire de 561 798 104 FCFA, et donne quitus aux Administrateurs pour l'exécution de leur mandat au titre de l'exercice 2021.

Elle donne également décharge aux Commissaires aux Comptes pour l'exécution de leur mandat au cours de cet exercice.

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix.

Deuxième résolution : Affectation du résultat

Sur proposition du Conseil d'Administration et après avoir pris connaissance des rapports des Commissaires aux Comptes, l'Assemblée Générale Ordinaire décide l'affectation du résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2021 qui ressort à 561 798 104 FCFA comme suit :

Désignation		Montant en F.CFA
• Dotations aux réserves :		84 269 716
* Réserves légale et spéciale	15% du résultat net (Art. 37 de la loi bancaire)	84 269 716
• Fonds social	(Art. 31 de la convention collective des banques, Etablissements financiers et Assurances)	28 089 905
• Dividendes :		
• Report à nouveau		449 438 483
Total Affectation		561 798 104

Après cette affectation, les capitaux propres de la banque s'établiront comme suit :

Désignation	Montant en F.CFA
·Capital :	20 011 480 000
·Réserve légale et spéciale	4 639 833 652
·Autres réserves	
·Report à nouveau	4 784 197 314
·Ecart de réévaluation	4 689 849 088
TOTAL	34 125 363 054

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix.

Troisième résolution : Approbation des conventions réglementées visées à l'Article 438 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et GIE

L'Assemblée Générale prend acte des termes du rapport spécial des Commissaires aux Comptes relatif aux conventions intervenues dans le cadre des articles 438 et suivants de l'acte uniforme OHADA et approuve lesdites conventions.

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix.

Quatrième résolution : Ratification de nomination par cooptation d'Administrateur

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des Assemblées Générales Ordinaires, après avoir été informée de la nomination par cooptation, d'une part de Monsieur Babaly BA de nationalité malienne en qualité d'Administrateur non exécutif de la banque, et d'autre part de Monsieur Philippe KPENOU de nationalité béninoise en qualité d'Administrateur indépendant de la banque pour une durée de trois (03) ans, soit à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2024, décide de ratifier lesdites cooptations sous réserves de l'obtention des autorisations nécessaires à l'exercice de la fonction d'Administrateur de banque.

Ils déclarent, accepter le mandat d'Administrateur qui vient de leur être confié et affirment n'être frappés d'aucune incapacité ou interdiction susceptible de les empêcher d'exercer ce mandat.

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix.

Cinquième résolution : Rémunération des Administrateurs

L'Assemblée Générale, conformément aux dispositions des articles 430 et 431 de l'Acte Uniforme de l'OHA-DA, relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, décide d'affecter au titre de l'exercice en cours le montant de rémunération annuelles toutes taxes comprises de soixante-seize millions sept cent milles (76 700 000) de FCFA à allouer aux Administrateurs. Et en tout état de cause, autorise les dépenses qui seront nécessaires à la tenue de toute autre réunion des instances.

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix.

Sixième Résolution : Pouvoirs

L'Assemblée Générale charge le Conseil d'Administration et le Directeur Général d'accomplir toutes les formalités légales et administratives qu'il y aura lieu d'effectuer, notamment auprès du greffe du tribunal de commerce de Bamako.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait de procès-verbal de la présente assemblée pour accomplir toutes les formalités légales et administratives.

Cette résolution est adoptée à la majorité des voix.

Actionnariat



Profil BIM s.a.

Son ancrage solide, son vaste réseau, son appartenance au Groupe Attijariwafafa bank font de la Banque Internationale pour le Mali (BIM s.a.) un acteur significatif de l'économie malienne.

La BIM s.a. est et demeure une banque universelle dotée de complémentarité entre l'ensemble de ses métiers tout en se targuant d'une expérience sans conteste depuis sa création.

Elle mobilise au quotidien sa force commerciale et ses 481 collaborateurs au profit de 311 000 clients : Particuliers/ Professionnels, Entreprises et Institutionnels, PME/PMI, Diaspora, ce qui lui vaut sa réputation de banque de référence sur le territoire malien et à l'international.

La BIM s.a. poursuit toujours sa vocation en termes d'enrichissement, développement et innovation de son offre pour se rapprocher davantage de sa clientèle : le centre de ses actions et préoccupations.

Pour mieux servir cette clientèle, la BIM s.a. a initié en son sein un Plan de Transformation et de Progrès touchant ses lignes de métiers afin d'être aux normes internationales tout en tenant compte des profondes mutations économiques, sociétales et technologiques à travers le monde sous l'influence notoire de la crise sanitaire mondiale.



Vue d'ensemble BIM s.a.

au 31 décembre 2021

Enregistrement : ML 041 (RCCM N° MA.BKO.2006.B.4563)
Statut juridique : Société Anonyme de Droit Malien avec Conseil d'Administration
Agrément : Arrêté n°3925/MFC/SG du 08/10/1980
Capital : 20 011 480 000 F CFA

Conseil d'Administration

Président	Jamal AHIZOUNE	Non exécutif
Membres	Ismail DOUIRI	Non exécutif
	Souahibou DIABY	Non exécutif
	Ousmane Babalaye DAOU	Non exécutif
	El Hassane El BEDRAOUI	Non exécutif
	Nejoua AMRANI	Non exécutif
	Oumar DIARRA	Indépendant
	Kouamé KONAN-TANTIQUY	Indépendant

Direction Générale

Directeur Général : Brahim AHABBANE

Adresse

Boulevard de l'Indépendance-BP 15 Bamako

Tél.

{223} 20 22 50 89 / 20 22 51 11 / Fax {223} 20 22 45 66

Email:

bim@bim.com.ml

Horaires d'ouverture

7h30mn - 16h30mn

Agence principale

Agence de Bolibana (Bamako)

Actionariat

au 31 décembre 2021



66,27%

Attijari West Africa (AWA)

23,23%

Privés Maliens

10,5%

Etat Malien

Capital
20 011 480 000 F CFA

Organes d'Administration et de Gestion



CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est composé de 06 membres non exécutifs et 02 administrateurs indépendants.

Le système de Gouvernance respecte les principes généraux de Gouvernement d'Entreprise et compte 05 comités spécialisés relevant du Conseil d'Administration.

Composition du Conseil d'Administration

Nom et Prénom	Institution ou Personne	Nationalité	Fonction au Sein de L'établissement	Mandat
Jamal AHIZOUNE	Attijawarifa bank	Marocaine	Administrateur non exécutif, Representant du Groupe Attijariwafa bank	2020-2024
Ismail DOURI	Non Actionnaire	Marocaine	Administrateur non exécutif, Representant Attijari West Africa (AWA)	2020-2024
M. Souahibou DIABY	Etat du Mali	Maliennne	Administrateur non exécutif, Representant de l'Etat du Mali	2020-2024
M. Ousmane Babalaye DAOU	Non Actionnaire	Maliennne	Administrateur non exécutif	2020-2024
El Hassan EI BEDRAOUI	Non Actionnaire	Marocaine	Administrateur non exécutif	2020-2024
Mme Nejoua AMRANI HOUSSAINI	Non Actionnaire	Marocaine	Administrateur non exécutif	2020-2024
Oumar Diarra	Non Actionnaire	Burkinabé	Administrateur indépendant	2020-2024
Kouamé KONAN-TANTIQUY	Non Actionnaire	Ivoirienne	Administrateur indépendant	2020-2024

Les Comités spécialisés émanant du Conseil d'Administration

En plus du Comité Supérieur de Crédits déjà fonctionnel, le Conseil, lors de sa session du 30 octobre 2018, a décidé de créer, conformément à la circulaire N°01-2017/CB/C, les quatre comités spécialisés suivants et d'adopter formellement leur charte :

Comité d'Audit

Le Comité d'Audit a pour mission d'assister le Conseil d'Administration dans les domaines de l'information financière, du contrôle interne, y compris l'audit interne en général et, en particulier, de vérifier la fiabilité et la transparence des informations financières, apprécier la pertinence des méthodes comptables ainsi que la qualité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques et proposer, le cas échéant, des pistes d'amélioration.

Le Comité d'Audit est composé des membres ci-après :

- Mme Nejoua AMRANI HOUSSAINI (Présidente).
- M. Souahibou DIABY.
- M. Kouamé KONAN -TANTIQUY

Comité des Risques

Le Comité des Risques est mis en place par le Conseil d'Administration pour assister le Conseil d'Administration dans sa mission de surveillance de la mise en œuvre du dispositif de gestion des risques au sein de l'établissement.

Le Comité des Risques est composé des membres ci-après :

- M. EL Hassane EL BEDRAOUI (Président)
- M. Ousmane Babalaye DAOU
- M. Oumar DIARRA.

Comité de Nominations

Le Comité de Nomination a pour mission d'assister le Conseil d'Administration dans le processus de sélection de nouveaux administrateurs et de nomination des membres de la Direction Générale au sein de l'établissement.

Le Comité de Nomination est composé des membres ci-après :

- M. Jamal AHIZOUNE (Président)
- Mme Nejoua AMRANI HOUSSAINI
- M. Souahibou DIABY.

Comité de Rémunération

Le Comité de Rémunération a pour mission d'assister le Conseil d'Administration dans sa mission relative à la rémunération du Directeur Général, des Administrateurs, des autres membres de la Direction Générale et des cadres supérieurs de l'établissement.

Le Comité de Rémunération est composé des membres ci-après :

- M. Ismail DOUIRI (Président).
- M. Ousmane Babalaye DAOU
- M. Jamal AHIZOUNE



Rapports des Commissaires aux Comptes



Exco

EGCC International

GMI-AUDIT SARL

Bamako, le 03 juin 2022

BIM SA

Boulevard de l'indépendance

BP : 15

BAMAKO - MALI

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS ANNUELS CONCERNANT L'EXERCICE SOCIAL CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution du mandat de Commissariat aux Comptes qui nous a été confié par votre Assemblée Générale Ordinaire du **05 juin 2020** et en application des dispositions de la **Loi N°08/043** portant sur la **Loi Bancaire**, des instructions de la **BCEAO**, des normes de contrôle légal des comptes généralement admises sur le plan international, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport sur :

- l'audit des états financiers annuels de la **BIM SA**, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications spécifiques prévues par la loi et les autres informations ;
- le respect de la réglementation bancaire ;
- le fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne au titre de l'exercice **2021**.

La préparation des états financiers relève de la responsabilité du Conseil d'Administration de la **BIM SA**. Les comptes ont été arrêtés sous la responsabilité du Conseil d'Administration conformément aux statuts et il nous appartient de les contrôler.

I. AUDIT DES ETATS FINANCIERS ANNUELS

OPINION :

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la **BIM SA**, comprenant le **bilan**, le **hors bilan**, le **compte de résultat et les notes annexes**. Ces états financiers annuels tels que présentés en annexe se caractérisent par :

En FCFA
Solde au
31/12/2021

Total du bilan	382 771 431 674
Capitaux propres	34 153 452 959
Produit net bancaire	21 061 930 578
Résultat net (bénéfice)	561 798 104

A notre avis, les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le plan comptable bancaire de l'UEMOA.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

GMI AUDIT

Soumana MAKADJI

Expert-Comptable

Gérant Associé

Chevalier de l'Ordre National du Mali

EXCO - EGCC International

Serge LEPOULTIER

Expert-Comptable

Gérant Associé

Officier de l'Ordre National du Mali

Chevalier de l'Ordre National du Mérite Français



Bamako, le 03 juin 2022

BIM SA
Boulevard de l'indépendance
BP : 15
BAMAKO - MALI

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AUX ACTIONNAIRES SUR LE REGISTRE DE
TITRES NOMINATIFS EMIS PAR LA SOCIETE (ARTICLE 746-2 DE L'OHADA)**

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société et en application de l'article **746-2 de l'Acte uniforme de l'OHADA** relatif au droit des sociétés commerciales et du **GIE**, nous avons établi le présent rapport sur l'existence et la tenue conforme du registre de titres nominatifs émis par la société pour l'exercice clos le **31 décembre 2021**.

Il appartient à votre société ou toute personne habilitée par elle d'établir le registre des titres nominatifs émis par elle conformément à l'article **746-1 de l'Acte uniforme de l'OHADA** relatif au **Droit des Sociétés Commerciales** et du **Groupement d'Intérêt Economique**.

Il appartient également au Conseil d'Administration d'attester de la tenue conforme dudit registre par une déclaration jointe au présent rapport.

Il nous appartient, sur la base de cette déclaration, de constater l'existence du registre des titres nominatifs et de donner un avis sur sa tenue conforme.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires. Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont consisté à :

- constater l'existence du registre à jour de titres nominatifs émis par votre société au **31 décembre 2021** ;

- vérifier les mentions relatives aux opérations de transfert, de conversion, de nantissement, de séquestres des titres ;
- vérifier que toutes les écritures contenues dans le registre ont été signées par le représentant légal de la société ou son délégué.

Conclusion :

Sur la base des travaux effectués, nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- l'existence des registres de titres nominatifs émis par votre société ;
- leur tenue conforme par rapport aux dispositions contenues dans l'article 746-1 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique.

Veillez agréer, Mesdames, Messieurs les Actionnaires, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

GMI AUDIT

Soumana MAKADJI
 Expert-Comptable
 Gérant Associé
 Chevalier de l'Ordre National du Mali

EXCO - EGCC International

Serge LEPOULTIER
 Expert-Comptable
 Gérant Associé
 Officier de l'Ordre National du Mali
 Chevalier de l'Ordre National du Mérite Français

Comité de Directions Elargi



Brahim AHABBANE
Directeur Général



Dioukhamady KEITA
Directeur Général Adjoint



Hadja Aissata D.BA
Responsable Direction Communication
et Relations Publiques - RSE



Mohamed CHOUAF
Auditeur Général



TOURE Awa SIDIBE
Responsable Direction
Capital Humain



TRAORE Nana TRAORE
Responsable Pôle Clientèle



Mourad OUALIFI
Responsable Finances



SOW Aminata OUATTARA
Responsable Pôle Engagements



Cheickna Bounajim CISSE
Conseiller Directeur Général



BARRY Aminata SACKO
Chargée de Mission



Alassane FOFANA
Responsable Direction MOYENS
GENERAUX



Alkadiry dit Amirou DIALLO
Responsable Direction des Opérations



TALL Ramata DIALLO
Responsable Gestion Globale des Risques



Mohamed Tahirou DIALLO
Responsable Direction Organisation



Baba Aly TRAORE
Responsable Direction du Contrôle de Gestion et du Budget



Mohamed Garamet TRAORE
Responsable Direction PME-PMI



Boubacar Guisse
Responsable Direction Activités de Marché



Cheick Oumar SAMAKE
Responsable Direction Financière et Comptable



Madiou Issa Touré

Responsable Direction du Système d'Information et de L'Organisation



KEITA Aïssata Kama N'Diaye Responsable Direction Contrôle Interne et Conformité



Sidi TRAORE

Responsable Direction Suivi du Risque et Recouvrement Amiable



Broulaye KEITA

Responsable Direction du Marché des Particuliers et Professions Libérales



Moussa FOFANA

Responsable Direction Marché des Maliens de l'Extérieur et Cash Transfert



DJIRÉ Fatoumata KANE

Chargée de Mission

Comptes Sociaux

au 31 Décembre 2021



ACTIF	31/12/2020	31/12/2021
Caisse Banque centrale, CCP	23 324	29 766
Effets publics et valeurs assimilées	129 087	153 284
Créances interbancaires et assimilées	4 205	4 409
Créances sur la clientèle	174 182	159 123
Obligations et autres titres à revenus fixe	0	0
Actions et autres titres à revenus variables	222	222
Actionnaires ou associés	0	0
Autres actifs	1 619	2 210
Comptes d'attente et régularisation	7 090	6 796
Participations et autres titres détenus à long terme	536	536
Parts dans les entreprises liées	0	0
Prêts subordonnés	200	200
Immobilisations incorporelles	1 348	1 343
Immobilisations corporelles V	26 263	24 884
TOTAL ACTIF	368 075	382 771

(Montants nets en millions de FCFA)

PASSIF	31/12/2020	31/12/2021
Caisse Banque centrale, CCP	13 000	0
Dettes interbancaire et assimilées	3 472	1 718
Dettes à l'égard de la clientèle	303 513	330 596
Dettes représentées par un titre	0	0
Autres passifs	3 438	3 399
Comptes d'attente et de régularisation	7 760	8 477
Provisions	3 265	4 428
Emprunts et titres émis subordonnés	0	0
Capitaux propres et ressources assimilées	0	0
Capital souscrit	20 011	20 011
Primes liées au capital	0	0
Réserves	4 452	4 556
Écarts de réévaluation	4 690	4 690
Provisions réglementées	0	0
Report à nouveau (+/-)	3 781	4 335
Résultat de l'exercice (+/-)	692	562
TOTAL PASSIF	368 075	382 771

HORS BILAN au 31 décembre 2021

(Montants nets en millions de FCFA)

	31/12/2020	31/12/2021
ENGAGEMENTS DONNÉS		
Engagements de financement	4 594	1 924
Engagements de garantie	42 997	41 156
Engagements sur titres	0	0
ENGAGEMENTS RECUS		
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	99 609	146 037
Engagement sur titres	0	0

COMPTE DE RÉSULTAT au 31 décembre 2021

(Montants nets en millions de FCFA)

	31/12/2020	31/12/2021
PRODUITS/CHARGES		
Intérêts et produits assimilés	23 165	22 271
Intérêts et charges assimilées	- 5 195	-5 836
Revenus des titres à revenus variables	81	0
Commissions (Produits)	4 166	4 572
Commissions (Charges)	- 327	-472
Gains ou pertes nets sur opération de portefeuilles de négociation	224	425
Gains ou pertes nets sur opération de portefeuilles de placements et assimilés	0	0
Autres produits d'exploitation bancaire	35	102
Autres charges d'exploitation bancaire	0	0
PRODUIT NET BANCAIRE	20 148	21 062
Subvention d'investissement	0	0
Charges générales d'exploitation	- 14 788	-16 574
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	- 1 146	-1 165
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	6214	3 323
Coût du risque	- 5 289	-2 035
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	925	1 288
Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés	44	-459
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	968	829
Impôt sur les bénéfices	- 277	-267
RÉSULTAT NET	692	562

Contacts



Siège social

Boulevard de l'Indépendance
BP 15 Bamako, Mali
Téléphone +223 20 22 50 99
ou +223 20 22 51 08
www.bim.com.ml

SUCCURSALES ET AGENCES DE BAMAKO

Succursale Bolibana

Boulevard de l'Indépendance
BP 15 Bamako, Mali
Téléphone +223 20 22 50 99 / 20 22 51 08

Succursale des Maliens de l'Extérieur

Avenue Cheick Zayed Hamadallaye
Téléphone +223 20 23 07 36
Fax 20 23 07 37

Succursale Adama Seydou Traoré

Avenue Mohamed V
Téléphone +223 20 22 56 01
Fax 20 22 37 52

Agence Prestige

Avenue du Mali Imm ACI 2000
Téléphone +223 20 23 23 05
Fax 20 23 23 22

Agence Banankabougou

face Cour d'Appel
Téléphone +223 20 20 33 38
Fax 20 20 33 39

Agence Grand Marché

Imm. Modibo Keita
Téléphone + 223 20 23 99 95
Fax 20 22 45 66

Agence Marché Medine

Rue RDA près de l'école Missira 1
Téléphone +223 20 21 78 23
Fax 20 21 78 23

Agence Marché Dibida

Imm Dupé marché dibida
Téléphone +223 20 23 85 48
Fax 20 22 45 66

Agence Place CAN

ACI 2000 Place CAN Rond point
Téléphone +223 20 29 79 85
Fax 20 23 23 22

Agence Badialan

Quartier Bandianlan
Téléphone +223 20 79 63 18
Fax 20 22 45 66

Agence Sébenicoro

Place du marché route de Guinée
Téléphone +223 20 79 25 82
Fax 20 23 23 22

Agence Bacodjicoroni I

Route de Kalabancoro en face de la station de pompage de la SOMAGEP
Téléphone +223 20 28 23 05
Fax 20 28 23 05

Agence Bacodjicoroni II

Station Shell Djicoroni para
Téléphone +223 20 28 32 44
Fax 20 23 23 22

Agence Banconi

Place du Marché Banconi

Agence Djelibougou

Imm. Mamadou Sylla Rte. de koulikoro
Téléphone +223 20 24 30 66
Fax 20 22 37 52

Agence Magnambougou I

Magnambougou face ASACO
Téléphone +223 20 79 30 02
Fax 20 20 33 39

Agence Djigué 18 juin

Rue du 18 juin, grand marché, Imm. Djigué
Téléphone + 223 78 96 86 15

Agence Kalaban Coura I

Route de l'Aéroport Kalaban
Téléphone +223 20 79 38 03
Fax 20 20 33 39

Agence Niaréla

Rue Titi NIARE, Imm TOURE

Agence Ngolonina

En face du marché de N'golina
Téléphone +223 20 79 25 84
Fax 20 23 37 52

Agence Kalaban Coura II

Kalabancoro sud extension près de l'Église
Téléphone +223 20 28 38 88

Agence Kati

près du Marché face commissariat
Téléphone +223 21 27 20 96
Fax 20 28 38 88

Agence Sogoniko

Gare routière près de Bittar Trans
Téléphone +223 20 79 25 89
Fax 20 20 33 39

Agence Niamakoro I

Cité Unicef à cote Station Petro Golf
Téléphone +223 20 20 97 57
Fax 20 20 33 39

Agence Niamakoro II

Niamakoro Route 30m près du marché
Téléphone +223 20 20 62 78 / 79

Agence Faladié

Faladié Sema Rue 874 Porte 36
Téléphone +223 20 20 20 63/65/35
Fax 20 20 20 35

Agence Missabougou

Yirimadio route de Segou, près de la station Total
Téléphone +223 20 20 77 17
Fax 20 20 33 39

Agence Gabriel Touré

Medina coura Av. AL Qoods
Téléphone +223 20 21 18 45

Agence Sotuba I

Imm. Station petro-Hanne route de sotuba
Téléphone +223 20 21 09 86
Fax 20 22 37 52

Agence Sotuba II

Face cimetière Djélibougou
Téléphone +223 20 79 29 78

Agence Badala Est

Badala près de la Messe des Officiers
Téléphone +223 20 79 60 05
Fax 20 20 33 39

AGENCES HORS BAMAKO

Agence Kayes

Imm. SONAVIE, Legal Segou face DGS BP 271
Téléphone +223 21 52 11 61
Fax 21 52 13 51

Agence Kayes N'Di

Imm. Al Fousseini Haïdara
Téléphone +223 21 52 18 19

Agence Yanfolila

Face à la station Bekend
Téléphone +223 21 65 19 87

Agence Mopti I

Cité Admi face gare fluiviale
Téléphone +223 21 43 05 16
Fax 21 43 06 97

Agence Sévaré

Sévaré Imm. Jean Bignat, route de Gao
Téléphone +223 21 42 13 45
Fax 21 42 13 34

Agence Sikasso

Sikasso Imm. SNF BP 113
Téléphone +223 21 62 04 83
Fax 21 62 01 79

Agence Bougouni

à 70m du Conseil de Cercle de Bougouni
Téléphone +223 21 65 19 86

Agence Koutiala I

Imm. Lobo Bathily grand marché
Téléphone +223 21 64 03 77
Fax 21 64 03 90

Agence San

Imm. Kassim Santara (près de la CMDT)
Téléphone +223 21 37 22 26

Agence Markala

Markala Imm. Sekou Hamalla Diallo
Téléphone +223 21 34 28 43
Fax 21 34 28 45

Agence Ségou

Imm. Yaya ANNE, face Rue prinle RN6
Téléphone +223 21 32 35 22
Fax 21 32 35 21

Agence Fana

rue Hôtel Mirador
Téléphone +223 21 25 33 15

Agence Tombouctou

Tomb. Quartier sans fil face ONG AMSS
Téléphone +223 21 92 12 25

Agence Gao

Gao bd Askia Mohamed Imm Askia
Téléphone +223 21 82 14 36
Fax 21 82 14 30

Agence Djenné

Djenné face brigade territoriale
Téléphone +223 21 42 13 36
Fax 21 42 13 35

Agence Kenieba

Kenieba Lafiabougou face Station
Téléphone +223 21 51 20 36
Fax 21 52 13 51

Agence Bafoulabé

Bafoulabé à coté de la mairie
Téléphone +223 21 57 53 47
Fax 21 57 53 39

Agence Diboli

Près du marché route du sénégal
Téléphone +223 21 58 10 46
Fax 21 52 13 51

Agence Kangaba

Face au marché - Kangaba
Téléphone +223 66 75 88 10

Agence Nioro du Sahel

Place de l'indépendance - Nioro
Téléphone +223 21 54 10 11

Agence Kayes-Liberté

Route nationale I - Côté Tribune
Téléphone +223 21 52 22 54

Agence Loulou

Face Gendarmerie
Téléphone +223 66 74 17 57

Agence Kita

Face Tribunal de Première Instance Kita

POINTS CASH TRANSFERTS

Kati Marché

près du Marché
Téléphone +223 20 27 20 96

Shell Djélibougou

Station Shell Djélibougou
Téléphone +223 20 79 63 19
Fax 20 23 37 52

Bureau Darsalam

Imm. Clinique Risetete
Téléphone +223 77 99 80 66

Hippodrome

Rue Bazoumana - Porte 236 Hippodrome
Téléphone +223 20 79 63 28
Fax 20 22 37 52

Kalaban Coura

Immeuble Moussa Balla Traoré
Kalaban-Coura

Bureau AST

Immeuble BIM s.a.
Avenue Mohamed V

Sévaré SOMAYAFF

Station SOMAYAFF-Sévaré

Bureau N'Golonina II

Près du Marché de N'Golonina

CORRESPONDANTS

Zone Afrique

Société Ivoirienne des Banques (SIB)

34 - Blvd de la République - Imm. Alpha 2000
01 BP 1 300 Abidjan 01 - Côte d'Ivoire
Téléphone +225 20 20 00 00

Union Gabonaise des Banques (UGB)

Rue du Colonel Parant - BP 315 - Libreville
Téléphone +241 01 77 70 00

Zone Europe

Natexis Banques Populaires

45, rue Saint Dominique
75007 Paris BP 4-75060
Paris Cedex 02
Tél : 01 58 19 36 73
serge.kapnist@nxbp.fr
France

Société Générale Paris

17, Cours Valmy 92800
Paris la defense 7 CEDEX France
Tél : 0033 1 42 14 21 06

Attijariwafabank Europe

6-8 rue Chauchat 75009 Paris
Tél : 00 331 53 75 75 00

Attijariwafa bank - Siège social

2, boulevard Moulay Youssef,
BP 20000 - Casablanca, Maroc
Téléphone +212 5 22 22 41 69
ou +212 5 22 29 88 88
Fax +212 5 22 29 41 25
www.attijariwafabank.com
<http://ir.attijariwafabank.com>

Deutsche Zentral

GenossenschaftsBank

AM PLATZ-DER REPUBLIK
60325 FRANKFURT AM
MAIN Allemagne Tél : +49 69 7447-42398

Caixa d'Eltavis I Pensions de Barcelona

Av. Diagonal 621-629 08028
Barcelona Espana
Tél : 93 404 63 57 / 629 746 679

Zone Amérique

Citibank NY

Citibank N Y Headquater
388 Greenwich Street New York,
NY 10013 USA Citibank N.A 111
Sylvan Ave. Englewood Cliffs, NJ
Tél : 00127116668829 - USA

Banque Nationale du Canada

600 Rue de la Gauchelière Ouest
Bureau 500 Montréal H3B 4L3 - Canada

Information Financière et Relations Investisseurs

Ibtissam ABOUHARIA
Téléphone +212 5 22 29 88 88
e-mail : i.abouharia@attijariwafa.com
ir@attijariwafa.com

FILIALES AU MAROC

Wafa Assurance

1, boulevard Abdelmoumen
Casablanca, Maroc
Téléphone +212 5 22 54 55 55
Fax +212 5 22 20 91 03

Wafasalaf

72, angle boulevard Abdelmoumen et
rue Ramallah -Casablanca, Maroc
Téléphone +212 5 22 54 51 00 / 22 54 51
51 Fax +212 5 22 25 48 17

Wafacash

15, rue Driss Lahrizi - Casablanca,
Maroc
Téléphone +212 5 22 43 05 22 / 22 43
50 00 Fax +212 5 22 27 27 29

Wafa Immobilier

112, angle boulevard Abdelmoumen et
rue Rembrandt - Casablanca, Maroc
Téléphone +212 5 29 02 45 00/46
Fax +212 5 22 77 60 02

Wafabail

39,41 Angle Bd Moulay Youssef et rue
Abdelkader El Mazini - Casablanca,-
Maroc
Téléphone +212 5 22 43 60 00
Fax +212 5 22 26 06 31

Wafa LLD

5, boulevard Abdelmoumen - Casa-
blanca, Maroc
Téléphone +212 5 22 43 17 70
Fax +212 5 22 34 21 61

Attijari Factoring Maroc

5, Rue Duhaume - Casablanca, Maroc
Téléphone +212 5 22 22 93 01/04
Fax +212 5 22 22 92 95

Wafa Gestion

416, rue Mustapha El Maâni - Casa-
blanca, Maroc
Téléphone +212 5 22 45 38 38
Fax +212 5 22 22 99 81

Attijari Finances Corp.

416, rue Mustapha El Maâni - Casa-
blanca, Maroc
Téléphone +212 5 22 47 64 35 / 22 47
64 36
Fax +212 5 22 47 64 32

Attijari Intermédiation

416, rue Mustapha El Maâni - Casa-
blanca, Maroc
Téléphone +212 5 22 43 68 09
Fax +212 5 22 20 25 15 / 22 20 95 25

Wafa Bourse

416, rue Mustapha El Maâni - Casa-
blanca, Maroc
Téléphone +212 5 22 49 59 69
Fax +212 5 22 47 46 91

Attijari Invest

416, rue Mustapha El Maâni - Casa-
blanca, Maroc
Téléphone +212 5 22 20 08 78 / 22 49
57 80
Fax +212 5 22 20 86 46

Attijari International bank

Lot n° 41, Zone Franche d'Exportation,
route de Rabat - Tanger, Maroc
Téléphone +212 5 39 39 41 75/77/76
Fax +212 5 39 39 41 78

FILIALES À L'INTERNATIONAL

Afrique du Nord

Attijari bank Tunisie

Rue Hédi Karray lot n°12-Centre Urbain Nord-1080 Tunis
Téléphone +216 70 012 000

Attijari bank Mauritanie

91-92, rue Mamadou Konaté, Ilot O BP 415 - Nouakchott, Mauritanie
Téléphone +222 45 29 63 74

Attijariwafa bank Egypt

Star Capital A1-City Stars, Ali Rashed Street, Nasr City, Cairo 11361,
Egypt
Téléphone + 202 2366 2600

Afrique Centrale

Crédit du Congo

Avenue Amilcar Cabral, centre-ville,
BP 2470 - Brazzaville, Congo
Téléphone +242 05 530 06 49

Union Gabonaise de Banque

Rue du Colonel Parant, BP 315 - Libreville, Gabon
Téléphone +241 77 73 10

Société Commerciale de Banque Cameroun

530, rue du roi George Bonanjo, BP 300 - Douala, Cameroun
Téléphone +237 33 43 54 02

Afrique de l'Ouest

CBAO

1, place de l'indépendance, BP129 - Dakar, Sénégal
Téléphone +221 33 83 99 609

CBAO Benin

Avenue St Michel Immeuble « espace DINA » Boulevard Saint Michel - Cotonou, BENIN
Téléphone +229 213 65 902

Crédit du Sénégal

Bvd Djily Mbaye, angle rue Huart, BP. 56 - Dakar, Sénégal
Téléphone +221 33 84 90 020

CBAO Burkina Faso

Avenue du Président Sangoulé Lamizana Koulouba 11 BP 161 Ouaga CMS 11.
Burkina Faso
Téléphone +226 50 33 77 77
Fax +226 50 33 20 99

Banque Internationale pour le Mali

Boulevard de l'indépendance,
BP15 - Bamako, Mali
Téléphone +223 20 23 30 08

Société Ivoirienne de Banque

34, boulevard de la République, immeuble alpha 2000
01, BP 1300 - Abidjan 01, Côte d'Ivoire
Téléphone +225 20 20 00 10

CBAO Succursale du Niger

Terminus, rue Heinrich Lubke n°7 - Niamey, Niger
Téléphone +227 20 73 98 10

BIA Togo

13, avenue Sylvanus Olympio, BP 346 - Lomé, Togo
Téléphone +228 22 21 32 86

Moyen-Orient

Desk commercial Jeddah

Chez Injaz Bank Al Bilad
Al Morabaa Branch Al Faissaliyah
PO Box : 53837 Jeddah 21593,
Arabie Saoudite
Téléphone +9661263954 00

Bureau de représentation à Abu Dhabi

Showroom C 15 Mozza Building, Number 3, Khalifa
Street Intersection with liwa Street - Abu Dhabi
POBOX : 33098 ABU DHABI UAE
Téléphone +97126660437

Amérique

Bureau de représentation Canada

3480, rue St-Denis le plateau, Mont-Royal - Montréal, Canada
H2x2L3
Téléphone 00 438 993 57 81

Europe

Bureau de représentation Suisse

Les Arcades, 9, rue de Fribourg - Genève, Suisse
Téléphone +41 225 566 200

Attijariwafa bank Europe

6-8, rue Chauchat, BP 75009 - Paris, France
Téléphone +33 1 53 75 75 00

Succursale Belgique

128 -130, boulevard Maurice Lemonnier,
BP 1000 - Bruxelles, Belgique
Téléphone +32 2 250 02 30

Succursale Espagne

Avenida de Roma, 17 - Barcelona, Espagne
Téléphone +34 934 15 58 99

Succursale Italie

Via Abbadesse, 44 - Milan, Italie
Téléphone +39 02 87 383 217

Succursale Allemagne

47, KAISERSTR, BP 60329 - Frankfurt, Deutschland
Téléphone +49 0 69 23 46 54

Succursale Pays-Bas

157, Bos en Lommerplein,
BP 1055 - AD Amsterdam, Nederland
Téléphone +31 20 581 07 50

Bureau de représentation Royaume-Uni

95-95A, Praed Street - London W2 1NT, United Kingdom
Téléphone +44 207 706 8323

Bureau de représentation Dubai

Bureau de représentation, N/2 City Bay Business
Center
Abuhail Street Deira - Dubai
P.O.BOX : 183073 DUBAI UAE
Téléphone +97142599955

Attijariwafa bank Middle East Limited Dubai

The Gate Village 5, Level 3, Office 305 - Dubai
International Financial Centre (DIFC) - BP 119312 -
Dubai
Téléphone +971 0 4 377 0300



BIM s.a.
Groupe Attijariwafa bank

Banque Internatinal pour le Mali (BIM s.a.)

SA avec Conseil d'Administration au capital de 20 011 480 000 F CFA
Siège social : Boulevard de l'indépendance - BP: 15 Bamako Mali
Téléphone : +223 20 22 50 99 / 20 22 51 08 - RCCM: MA-BKO-2006-B4563
www.bim.com.ml